



## ➔ Décision du Maire

Prise en vertu des articles L.2122-22 et L.2122.23 du code général des collectivités territoriales

<b>Objet</b>	<p>Ville - Modification n°1 du lot 7 « Plomberie - Sanitaires » du marché de travaux d'aménagement de 4 bâtiments en centre de loisirs au sein de l'ancien groupe scolaire de Le Fossé, attribué à l'entreprise AFS ayant pour objet une plus-value pour la création de sanitaires pour les enfants de moins de 6 ans et la modification des alimentations des radiateurs de l'espace ados.</p>
<b>Décision n° 2026-07</b>	

La Maire,

- Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment son article L 2122-22 ;
- Vu** le Code de la Commande Publique, notamment son article L 2194-1 relatif aux cas de modification d'un marché public ;
- Vu** la délibération n° 2021-39 en date du 11 mai 2021 portant délégation du conseil municipal au maire en application de l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'alinéa 4 de la délibération permettant au Maire de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution, et le règlement des marchés et des accords-cadres, ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont prévus au budget ;
- Vu** la décision du maire n°2025-25 du 8 octobre 2025 décidant de conclure et de signer les différents lots composant le marché de travaux d'aménagement de 4 bâtiments en centre de loisirs au sein de l'ancien groupe scolaire de Le Fossé, avec les entreprises attributaires à l'issue de la consultation des entreprises en procédure adaptée engagée le 30 juillet 2025, pour un montant total HT avec options de 272 661.77 € HT (327 194.12 € TTC), détaillé ci-après :

LOTS	CANDIDATS	OFFRE AVEC OPTIONS HT
1 – Terrassement – VRD	EL16 – Henriet Construction <i>Offre de base</i>	<b>11 572.00 €</b> 10 482.00 €
2 – Gros œuvre - Maçonnerie	EL14 – Pinoli SAS <i>Option</i>	1 090.00 € <b>9 951.00 €</b>
3 – Charpente bois	EL6 – Bomatec	<b>19 535.88 €</b>
4 – Couverture	EL3 – Dumontier Pascal <i>Offre de base</i>	<b>45 210.30 €</b> 41 751.04 €
5 – Menuiseries extérieures	EL27 – Ets Christian Prevost <i>Option</i>	3 459.26 € <b>42 696.39 €</b>
6 – Plâtrerie Isolation – Menuiserie Intérieure	EL19 – M2J Agencement <i>Offre de base</i>	41 306.47 € 1 389.92 € <b>36 227.50 €</b>
7 – Plomberie sanitaire	EL22 – AFS <i>Option</i>	35 137.50 € 1 090.00 € <b>10 658.00 €</b>
8 – Courants forts et faibles	EL9 – SCAE <i>Offre de base</i>	<b>19 300.00 €</b> 17 400.00 €

9 - Peinture	EL12 – AQUARELLE	Option	1 900.00 €
		Offre de base	<b>52 674.54 €</b>
		Option	42 854.14 €
10 – Revêtement de sol	EL30 – GAMM		9 820.40 €
			<b>20 837.13 €</b>
11 – Carrelage Faïences	EL30 – GAMM		<b>446.03 €</b>
12 – Clôture Portail	EL10 – AB CLOTURES		<b>3 553.00 €</b>
<b>TOTAL GÉNÉRAL OFFRE AVEC OPTIONS</b>			<b>272 661.77 €</b>

- Vu** les dispositions de l'article L 2194-1 du code de la commande publique qui prévoit que « un marché peut être modifié sans nouvelle procédure de mise en concurrence dans les conditions prévues par voie réglementaire, lorsque :
- 1° - Les modifications ont été prévues dans les documents contractuels initiaux ;
  - 2° - Des travaux, fournitures ou services supplémentaires sont devenus nécessaires ;
  - 3° - Les modifications sont rendues nécessaires par des circonstances imprévues ;
  - 4° - Un nouveau titulaire se substitue au titulaire initial du marché ;
  - 5° - Les modifications ne sont pas substantielles ;
  - 6° - Les modifications sont de faible montant »
- Vu** l'article R 2194-7 du code de la commande publique relatif à la modification non substantielle du marché initial, qui prévoit que « le marché peut être modifié sans nouvelle procédure de mise en concurrence, lorsque les modifications, quel que soit leur montant, ne sont pas substantielles. Pour l'application de l'article L 2194-1, une modification est substantielle, notamment lorsqu'au moins une des conditions suivantes, est remplie :
- 1° - elle introduit des conditions qui, si elles avaient été incluses dans la procédure de passation initiale, auraient attiré davantage d'opérateurs économiques ou permis le choix d'une offre autre que celle retenue ;
  - 2° - elle modifie l'équilibre économique du marché en faveur du titulaire d'une manière qui n'était pas prévue dans le marché initial ;
  - 3° - elle modifie considérablement l'objet du marché ;
  - 4° - elle a pour effet de remplacer le titulaire initial par un nouveau titulaire en dehors des hypothèses prévues à l'article R 2194-6 » ;
- Vu** l'article R 2194-8 du code de la commande publique relatif à la modification de faible montant du marché initial, qui dispose que « le marché peut être modifié lorsque le montant de la modification est inférieur aux seuils européens ....., et à 10% du montant du marché initial pour les marchés de services et de fournitures, ou à 15% du montant du marché initial pour les marchés de travaux, sans qu'il soit nécessaire de vérifier si les conditions prévues à l'article R 2194-7 sont remplies. » ;
- Vu** l'article L 1414-4 du code général des collectivités territoriales qui dispose que « tout projet d'avenant à un marché public entraînant une augmentation du montant global supérieure à 5% est soumis pour avis à la commission d'appel d'offres. Toutefois, ces dispositions ne sont pas applicables lorsque ces avenants concernent des marchés publics qui ne sont pas soumis à la commission d'appel d'offres » ;
- Considérant** que le dossier de consultation des entreprises a été conçu sur la base d'une capacité d'accueil de 140 mineurs, dont 30 enfants de moins de 6 ans déclarée auprès du Service Départemental à la Jeunesse, à l'Engagement et aux Sports (SDJES) pour le futur centre de loisirs à Le Fossé ;

- Considérant** l'ouverture en janvier 2025 de l'accueil de loisirs du mercredi à la journée organisée à l'école maternelle M Couturier de Forges-Les-Eaux sur la base d'une capacité de 40 enfants de moins de 6 ans ayant fait l'objet d'un avis favorable de la protection maternelle et infantile (PMI) du département seinomarin et qui a rencontré un vif succès en atteignant régulièrement cette capacité ;
- Considérant** que les locaux prévus pour l'accueil des moins de 6 ans dans le futur centre de loisirs de Le Fossé ne permettent pas d'accueillir jusqu'à 40 enfants de moins de 6 ans et qu'il est nécessaire de pouvoir les accueillir en permutant les locaux prévus pour les plus de 6 ans avec ceux pour les moins de 6 ans, pour éviter de devoir refuser les demandes d'inscription des familles qui inscrivaient leurs enfants de moins de 6 ans à l'accueil de loisirs du mercredi à Forges-Les-Eaux ;
- Considérant** que cette permutation aboutit à transférer les enfants de moins de 6 ans dans des locaux non équipés de sanitaires adaptés à leur âge et qu'il est nécessaire de ce fait d'engager des travaux supplémentaires pour créer 6 sanitaires et 3 lavabos pour les petits, ainsi que des toilettes PMR pour adulte ;
- Considérant** la modification n°1 au lot 7 « Plomberie – Sanitaires » ayant pour objet de prévoir des travaux supplémentaires consistant à créer un espace sanitaire pour les enfants de moins de 6 ans (*WC, séparateurs WC, lavabos collectifs, WC et lavabo PMR, ballon d'eau chaude de 50 L, réseaux eau froide, eau chaude, et réseaux eaux usées*) d'une part et à modifier les alimentations aller/retour des radiateurs du local « espace ados » d'autre part, et générant une plus-value d'un montant de **+ 14 297.65 € HT**, soit 17 157.18 € TTC ;
- Considérant** l'incidence financière de cette dépense supplémentaire qui représente une augmentation du montant du lot 7 de **+134.15%** ;
- Considérant** que ces travaux supplémentaires relèvent de modification non substantielle au sens de l'article R 2194-7-5° du code de la commande publique en ce qu'elle n'introduit pas de nouvelles conditions qui auraient attiré davantage d'opérateurs économiques, ne modifie pas l'équilibre économique du marché au profit du titulaire, ne change pas l'objet du marché, et n'a pas pour effet de remplacer le titulaire ;
- Considérant** que les travaux prévus dans la modification n°1 au lot 7 s'analysent comme des travaux supplémentaires introduisant des modifications non substantielles au sens de l'article L 2194-1-5° du code de la commande publique, et que le lot 7 peut donc être modifié sans nouvelle procédure de mise en concurrence et quel que soit le montant de ces travaux supplémentaires ;
- Considérant** que la modification n°1 du lot 7 n'a pas à être soumis à l'avis de la commission d'appel d'offres, compte-tenu que la procédure mise en œuvre est une procédure adaptée à l'issue de laquelle le marché initial, en raison de son montant, n'avait pas à être soumis à l'avis de cette commission ;
- Considérant** que le seuil de transmission des marchés publics au contrôle de légalité est fixé à 221 000 € HT, et que la modification n°1 du lot 7 n'entraîne pas une augmentation dudit marché le faisant dépasser ce seuil, et que cette modification n'a pas de ce fait à être transmis au contrôle de légalité ;

**DÉCIDE**

**Article 1<sup>er</sup> :** De signer la modification n°1 du lot 7 « Plomberie – Sanitaires » en plus-value ayant pour objet la création de sanitaires pour les enfants de moins de 6 ans d'une part et la modification des alimentations des radiateurs dans l'espace ados d'autre part, **pour un montant HT de 14 297.65 €**, portant le montant HT du marché après modification n°1 du lot 7, de 10 658.00 € à **24 955.65 € HT (29 946.78 € TTC)**,

**Article 2 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la commune de Forges-les-Eaux et Monsieur le Trésorier Receveur de la commune sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision, qui sera transmise au contrôle de légalité, et publiée électroniquement sur le site internet de la commune.

La Maire  
Christine LESUEUR



Décision certifiée exécutoire, compte tenu de sa transmission au contrôle de légalité à la date figurant sur l'accusé réception préfectoral apposé en entête de la présente décision et de sa publication électronique sur le site internet de Forges-Les-Eaux.

La Maire  
Christine LESUEUR



**Publiée électroniquement sur le site internet de Forges-Les-Eaux, le : 16 JAN. 2026**

La présente décision pourra faire l'objet d'un recours gracieux auprès de Madame la Maire de Forges-Les-Eaux, dans un délai de 2 mois à compter de son affichage, de sa publication ou de sa notification, et de sa transmission au contrôle de légalité. L'absence de réponse dans un délai de 2 mois à compter de sa réception équivaut à une décision implicite de rejet (Article L 411-7 du CRPA)

Elle pourra faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Rouen, par courrier ou sur le site télécourants citoyens ([www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)) dans un délai de 2 mois à compter de son affichage, de sa publication ou notification, et de sa transmission au contrôle de légalité, ou à compter de la réponse explicite ou implicite de Madame la Maire de Forges-Les-Eaux si un recours gracieux a été préalablement exercé.